

Madagascar/Politique

La justice annule des lois électorales

AFP
Antananarivo/Madagascar

L'opposition, vent debout depuis deux semaines contre ces textes, reste mobilisée

LA Haute cour constitutionnelle malgache a invalidé hier une partie des lois électorales contestées dans la rue par l'opposition qui a toutefois décidé de poursuivre sa mobilisation contre le président Hery Rajaonarimampianina. Attendue avec impatience depuis plusieurs jours, la décision de la plus haute instance judiciaire du pays est tombée dans la nuit et a donné partiellement raison aux adversaires du régime. Ses magistrats ont ainsi jugé "non conformes" à la Constitution plusieurs dispositions des textes récemment votés par le Parlement, sur la révision des listes électorales, la durée des campagnes, l'utilisation des bulletins uniques ou les conditions nécessaires à la candidature à la présidence. Depuis le 21 avril, des centaines de partisans de l'op-

position occupent chaque jour la place du 13-Mai, au cœur de la capitale Antananarivo, pour exiger la démission du chef de l'Etat. A sept mois des scrutins présidentiel et législatifs annoncés pour la toute fin de l'année, ils lui reprochent d'avoir changé les règles du jeu électoral à son seul bénéfice. Dans son arrêt, la Haute cour a corrigé ces textes en "extirpant", selon ses termes, plusieurs dispositions organisant le scrutin présidentiel, dont le raccourcissement de la durée de la campagne électorale du second tour de 15 jours à 7 jours ou la possibilité de recourir à des bulletins de vote uniques. "C'est une première victoire pour le changement", s'est réjouie la députée de l'opposition Hanitriniaina Razafimanantsoa devant ses troupes réunies place du 13-Mai. Pas question pour autant de suspendre la fronde, s'est-elle empressée d'ajouter. "La route continue pour le changement, avec la démission du gouvernement", a lancée, micro à la main, l'élue sous les hourras de la foule. Les manifestants ont en-



Photo : AFP/L'Union

Bien qu'elle ait obtenu gain de cause avec l'annulation d'une partie des lois électorales, l'opposition n'entend pas relâcher la pression.

suite défilé dans les rues du centre-ville pour appeler les fonctionnaires à la grève. "VERS LES ELECTIONS". De son côté, le chef du parti présidentiel HVM a entrevu dans l'arrêt de la Haute cour la fin prochaine du mouvement. "Aucun ré-examen d'article n'est exigé, il y a juste des réserves", a déclaré à l'AFP, soulagé, Rivo Rakotovoao. "On va pouvoir maintenant avancer vers les élections". La crise politique actuelle a débuté le 21 avril. Ce jour-là, une première manifestation de l'opposition, interdite par les autorités, avait dégénéré en graves

affrontements avec les forces de l'ordre. Ce face-à-face a fait au moins 2 morts et 16 blessés dans les rangs des protestataires, accusant les forces de l'ordre d'avoir ouvert le feu à balles réelles, qui évoquent elles un bilan de 5 morts. Le mouvement a depuis viré à la fronde contre le président Rajaonarimampianina et son bilan dans un pays parmi les plus pauvres de la planète. L'opposition et le parti au pouvoir se sont rencontrés la semaine dernière sous l'égide de l'Union africaine (UA) pour tenter de sortir de la crise mais leurs dis-

cussions ont tourné court. Elu en 2013, Hery Rajaonarimampianina n'a pas encore annoncé s'il allait briguer un second mandat cette année. En revanche, les deux principaux chefs de l'opposition, Marc Ravalomanana, président de 2002 à 2009, et Andry Rajoelina, au pouvoir de 2009 à 2014, ont déjà laissé entendre qu'ils étaient prêts à se lancer dans la bataille. Ces deux anciens ennemis font aujourd'hui cause commune contre le régime en place. Tous les deux avaient été interdits de candidature en 2013. M. Ravalomanana a été renversé en 2009 après une mutinerie de l'armée qui avait permis à M. Rajoelina, alors maire de la capitale, de devenir président non élu d'une transition qui a duré jusqu'en 2014 et l'arrivée au pouvoir de M. Rajaonarimampianina. Mercredi, l'armée et la police malgaches ont mis en demeure, par la voix du ministre de la Défense le général Béni Xavier Rasolofonirina, le gouvernement et l'opposition de trouver rapidement une issue à la crise.

L'Afrique en bref

- **Centrafrique/Crise. Tension à Bangui**
La tension était vive hier à l'occasion d'une journée "ville morte" décrétée par la société civile à Bangui, où la mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) a été prise à partie, a constaté un journaliste de l'AFP.
- **Nigeria/Jihadistes. Quatre morts dans le nord-est**
Au moins quatre personnes ont été tuées et neuf autres blessées dans des attentats-suicides commis par des femmes kamikazes dans le nord-est du Nigeria, dévasté par l'insurrection du groupe jihadiste Boko Haram, ont déclaré hier les services de secours.
- **Tchad/Politique. La quatrième République est entrée en vigueur**
Le président tchadien Idriss Déby a signé hier à N'Djamena l'ordonnance portant création de la 4ème République lors d'une cérémonie solennelle, affirmant qu'elle impliquait "des comportements nouveaux et vertueux".

A travers le monde

- **Espagne/Politique. L'hommage de Rajoy aux victimes de l'ETA**
Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a rendu hier hommage à toutes les victimes "sans distinction" du groupe séparatiste basque ETA, et promis que tous "ses crimes seraient jugés".
- **Grande-Bretagne/Elections. Les conservateurs font mieux que prévu aux locales**
Le Parti conservateur de la Première ministre britannique Theresa May se dirigeait hier vers des résultats meilleurs que prévu aux élections locales en Angleterre, à valeur de test, l'opposition travailliste n'enregistrant qu'une progression limitée.
- **Proche-Orient/Conflit. Des dizaines de Palestiniens blessés par l'armée israélienne**



Des dizaines de Palestiniens ont été blessés par les soldats israéliens dans la bande de Gaza lors d'un sixième vendredi consécutif de mobilisation qui a réuni des milliers de manifestants près de la frontière, ont indiqué les autorités sanitaires gazaouies.

Etats-Unis/Déjà aux prises avec l'enquête russe

Trump embourbé dans l'affaire Stormy Daniels

AFP
Washington/Etats-Unis

Du coup, le président s'en prend aux médias, accusés de colporter "des conneries".

VERSIONS contradictoires, révélations explosives : de plus en plus embourbé dans l'affaire Stormy Daniels, Donald Trump s'est vu forcé de monter au créneau hier, alors qu'il se débat déjà avec l'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle. Interrogé par la presse au sujet de l'actrice de films X qui assure avoir eu une liaison avec lui en 2006, le président américain s'est défendu d'avoir changé sa version des faits, en accusant les médias de colporter "des conneries". Stormy Daniels, de son vrai nom Stephanie Clifford, soutient avoir été payée dans le cadre d'un accord de confidentialité pour taire sa relation présumée avec M. Trump, qui se serait produite alors qu'il était déjà marié avec son épouse actuelle Melania. Michael Cohen, l'avocat personnel du président, a admis avoir versé 130 000 dollars (environ 73 millions de francs) à l'actrice quelques jours avant le

scrutin de novembre 2016. Jusqu'ici, le président avait affirmé tout ignorer de ce paiement, se bornant à admettre que Michael Cohen le représentait dans le litige l'opposant à Stormy Daniels. Mais alors que le président américain s'est récemment adjoint les services de l'ancien maire de New York Rudy Giuliani pour renforcer son équipe d'avocats, c'est précisément de ce dernier qu'est venue une révélation explosive. "DES CONNERIES". M. Giuliani a en effet déclaré mercredi soir sur Fox News que le milliardaire avait remboursé M. Cohen "sur une période de plusieurs mois". Peu après, M. Giuliani a indiqué au New York Times que M. Trump avait versé à M. Cohen entre 460 000 et 470 000 dollars afin de rembourser la somme versée à l'actrice ainsi que "des dépenses secondaires". Jeudi, visiblement en difficulté, le président américain a radicalement viré de stratégie, en admettant avoir bien remboursé à son avocat les fameux 130 000 dollars. Dans une série de tweets explicatifs au ton posé, tranchant avec son style souvent colérique, Donald Trump a tenté de circonscrire l'incendie en préci-



Photo : AFP

L'affaire Stormy Daniels plonge le président Donald Trump dans une nouvelle tourmente.

sant que Michael Cohen "recevait une avance sur honoraires mensuelle" et que cet argent ne provenait donc pas "de l'argent de la campagne ou des contributions pour la campagne". "Nous ne sommes en train de changer aucune version", a-t-il rétorqué hier à une journaliste qui lui demandait pourquoi il avait modifié sa position. "Tout ce que je vous dis, c'est que ce pays marche tellement bien en ce moment, et parler de ce genre de conneries, et parler de ces chasses aux sorcières tout le temps, c'est tout ce dont vous voulez parler", a-t-il tempêté. En avril, interrogé par la presse à ce sujet, M. Trump

avait affirmé qu'il n'avait pas eu connaissance du paiement. A la journaliste qui lui rappelait sa réponse hier, le président américain a dit de "retourner voir (...) ce que j'ai dit". "Rudy est quelqu'un de formidable, il travaille dur, il est en train d'apprendre la matière (...). Il a commencé hier et va corriger ses informations", a-t-il sèchement ajouté par ailleurs. "CHASSE AUX SORCIERES". Cette nouvelle tourmente intervient alors que Donald Trump est toujours aux prises avec l'enquête de Robert Mueller, le procureur spécial chargé de l'enquête sur une éventuelle collusion russe avec l'équipe de campagne de

Trump pendant la campagne présidentielle. Hier, le président a assuré qu'il "adorerait parler" avec M. Mueller, mais seulement s'il était "traité équitablement". "Personne ne veut parler plus que moi. J'adorerais parler parce qu'on n'a rien fait de mal", a déclaré le président américain depuis la Maison Blanche avant d'ajouter : mais "je dois savoir si on sera traité équitablement. Pour l'instant, c'est une pure chasse aux sorcières". M. Trump a ensuite remis en cause l'intégrité et l'impartialité de Robert Mueller, jetant l'opprobre sur son enquête. "Vous avez un groupe d'enquêteurs qui sont tous démocrates... En toute honnêteté, Bob Mueller a travaillé pour Obama pendant huit ans". Robert Mueller a été nommé à la tête du FBI en 2001 par le républicain George W. Bush, avant d'être reconduit à ce poste par le démocrate Barack Obama, avant de quitter la police fédérale en 2013. Le président républicain et la Maison Blanche s'en prennent depuis des mois au procureur spécial. Plusieurs proches du président ont déjà été entendus dans le cadre de cette enquête.